

Colloque international Islamophobie(s)

Perspectives maghrébines

17-20 juin 2026, Tunis

المؤتمر الدولي إسلاموفورت إسلاموفورت إسلاموفورت إلى إلى المؤلفة إلى المؤلفة ا

وجهات نظر مغاربية

Maryam Ben Salem, Jocelyne Dakhlia, Muriam Haleh Davis, Margot Dazey, Hamza Esmili, Abdellali Hajjat, Iman El Feki, Vincent Geisser, Ahmed Kabel, Hanane Karimi, Selima Kebaili, Khalil Khalsi, Augustin Jomier, Alain Messaoudi, M'hamed Oualdi,







Argumentaire et appel à communications du colloque « Islamophobie(s). Perspectives maghrébines »

Dates: du 17 au 20 juin 2026 **Lieu**: Tunis, Tunisie (en présentiel uniquement)

Coordination générale

Iman EL FEKI, SAGE, CNRS/Université de Strasbourg, <u>elfekiiman@gmail.com</u> Adrien THIBAULT, IRMC Tunis, CNRS/MEAE, <u>adrien.thibault@irmcmaghreb.org</u>

Composition du comité scientifique

Maryam BEN SALEM, maîtresse de conférences en science politique à l'Université de Carthage (Tunisie)
Jocelyne DAKHLIA, directrice d'études émérite en histoire et anthropologie à l'EHESS (France)
Muriam Haleh DAVIS, associate professor en histoire à l'Université de Californie à Santa Cruz (USA)
Margot DAZEY, chargée de recherche en sociologie au CNRS, rattachée au CERAPS (France)
Hamza ESMILI, chargé de recherche F.R.S-FNRS en anthropologie à l'Université libre de Bruxelles (Belgique)
Abdellali HAJJAT, associate professor en sociologie à l'Université libre de Bruxelles (Belgique)
Iman EL FEKI, doctorante en sociologie de l'Université de Strasbourg (France)
Vincent GEISSER, chargé de recherche en science politique au CNRS, directeur de l'IREMAM (France)
Ahmed KABEL, associate professor at the School of Humanities and Social Sciences à l'Université Al
Akhawayn (Maroc)

Hanane KARIMI, maîtresse de conférences en sociologie de l'Université de Strasbourg (France) Selima KEBAÏLI, maître assistante en études genre à l'Université de Genève (Suisse) Khalil KHALSI, chercheur associé en études littéraires et culturelles au laboratoire ATTC de l'université de la Manouba (Tunisie)

Augustin JOMIER, maître de conférences en histoire contemporaine à l'INaLCO, en délégation à l'IRMC de Tunis (France/Tunisie)

Alain MESSAOUDI, maître de conférences HDR en histoire contemporaine à l'Université de Nantes (France) M'hamed OUALDI, professeur d'histoire contemporaine à l'Institut universitaire européen (Italie) Arbia SELMI, docteure en sociologie de l'EHESS et chercheuse associée au CMH (France) Thomas SERRES, associate professor en études politiques à l'Université de Californie à Santa Cruz (USA) Adrien THIBAULT, chargé de recherche MEAE en sociologie et science politique à l'IRMC (Tunisie) Mathilde ZEDERMAN, maîtresse de conférences en science politique à l'Université Paris Nanterre (France) Reza ZIA-EBRAHIMI, reader au département d'histoire du King's College de Londres (UK)

Calendrier

- **15 octobre 2025 :** ouverture de l'appel à communications ;
- **1**^{er} **décembre 2025** : date limite pour l'envoi des propositions de communication à l'adresse conference-islamophobia-tunis@protonmail.com;
- Début janvier 2026 : annonce des communications retenues par le comité scientifique ;
- 20 mai 2026 : date limite pour l'envoi des textes supports des interventions (20 minutes).

Le concept d'islamophobie a aujourd'hui plus d'un siècle et a connu une institutionnalisation croissante en Europe depuis la parution du rapport britannique du *Runnymede Trust* (Conway, 1997). Il est désormais reconnu par diverses organisations internationales ayant leur siège sur le continent européen (telles que le Conseil de l'Europe et l'UNESCO), employé par diverses institutions nationales (telles que la Commission des lois de l'Assemblée nationale française¹, la Commission fédérale suisse contre le racisme² ou la Chambre des communes britannique³), a intégré les dictionnaires (tels que le Collins, l'OED, le Larousse, le *Diccionario de la lengua española...*) et s'est imposé dans les études sur le racisme, les discriminations et les politiques de sécurité en Europe. Force est toutefois de constater, d'une part, qu'il reste davantage discuté dans les espaces académiques anglophones que dans les espaces académiques francophones et *a fortiori* français (même si les travaux se multiplient depuis une vingtaine d'années et la parution de *La nouvelle islamophobie* en 2003) et, d'autre part, qu'il est particulièrement peu discuté au Maghreb, alors qu'il entretient avec cette région du monde des liens étroits et pluriels.

Ce colloque international voudrait contribuer à combler cette double lacune en réunissant à Tunis des chercheur·es en sciences sociales de toutes disciplines ou de tout champ de recherche pluridisciplinaire, de toute nationalité et de tout statut, mobilisant, discutant, étudiant ou croisant dans leurs recherches le concept d'islamophobie ou des notions connexes (haine, hostilité, discrimination ou racisme antimusulmans, anti-islamique, anti-arabes, anti-maghrébin·es, etc.) depuis une ou plusieurs perspectives maghrébines, afin d'en montrer/interroger la pertinence scientifique, la spécificité éventuelle, les origines, les contextes d'usage et les articulations. À cette fin, il propose de prendre pour point de départ et pour objet de discussion transversale la définition qu'en donnent Abdellali Hajjat et Marwan Mohammed dans leur ouvrage de référence sur le sujet (2013, p. 20) :

« l'islamophobie correspond au processus social complexe de racialisation/altérisation, appuyé sur le signe de l'appartenance (réelle ou supposée) à la religion musulmane, dont les modalités sont variables en fonction des contextes nationaux et des périodes historiques. Il s'agit d'un phénomène global et "genré" parce qu'influencé par la circulation internationale des idées et des personnes et par les rapports sociaux de sexe. »

De même que cette définition, le colloque international invite à développer les analyses à partir de différentes périodes historiques (coloniale ou postcoloniale), différents contextes nationaux (pays du Maghreb ou d'Europe), différents types de circulations internationales (des concepts, des discours, des politiques, des pratiques institutionnelles ou des personnes) et à l'intersection de différents rapports sociaux (race, genre, mais aussi classe, nationalité, âge, sexualité...). Les propositions de communications pourront être individuelles ou collectives et fonder leur propos sur un matériau empirique maghrébin, européen ou les deux.

Elles devront répondre à un ou plusieurs des six axes suivants :

- 1. Socio-histoire maghrébine du concept d'islamophobie
- 2. De l'islamophobie au Maghreb colonial et dans la métropole ?
- 3. La coproduction postcoloniale des idées islamophobes entre le Maghreb et l'Europe
- 4. Les effets de l'islamophobie contemporaine sur la circulation des personnes vers/depuis le Maghreb
- 5. (La lutte contre) L'islamophobie en Europe au prisme de l'immigration maghrébine postcoloniale
- 6. De l'islamophobie au Maghreb ? Réflexions sur la transposabilité du concept aux sociétés à majorité musulmane

¹ M. Karamanli, L. Mendes et S. Sebaihi, <u>« Haine anti-musulmans, islamophobie : qualification juridique et politiques publiques de lutte contre ces discriminations »</u>, Commission des lois de l'Assemblée nationale, France, mars 2025.

² <u>« Dossier thématique : racisme à l'égard des musulmans »</u>, Commission fédérale contre le racisme, Suisse, 2023.

³ J. Tyler-Todd *et al.*, « Tackling Islamophobia », House of Commons Library, Royaume-Uni, décembre 2023.

Axe 1 / Socio-histoire maghrébine du concept d'islamophobie

Dans un premier axe, le colloque accueillera des communications contribuant à une socio-histoire du concept d'islamophobie au prisme de ses circulations et de ses usages au Maghreb depuis son invention au début du XX^e siècle.

Les rares travaux sur l'histoire du concept (Allen, 2006; Bravo Lopez, 2010) montrent qu'il est apparu en 1910 sous la plume d'administrateurs coloniaux français en « Afrique occidentale française ». Il a ensuite été employé par des orientalistes en Algérie (Dinet et Ben Ibrahim, 1918, 1921, 1930) dans le cadre d'une « critique orientaliste de l'orientalisme » (Hajjat et Mohammed, 2013) comme synonyme d'« arabophobie » ainsi que par des savants coloniaux ayant enseigné à la Faculté des Lettres d'Alger (Bernard, 1927, p. 115) comme antonyme d'« islamophilie ». Après la décolonisation, il apparaît notamment sous la plume de l'historien et islamologue tunisien Hichem Djaït (1978, p. 60), pour défendre l'idée du remplacement de l'islamophobie par « l'arabophobie » dans la France des années 1970.

L'histoire (post)coloniale de l'invention et de l'émergence du concept au XX^e siècle reste cependant encore largement à écrire : comment celui-ci a-t-il circulé entre les espaces coloniaux français ? entre les colonies et la métropole ? des administrateurs coloniaux français à des lettrés musulmans comme Sliman Ben Ibrahim ? des intellectuels de l'époque coloniale à ceux de la période postcoloniale ? s'agit-il d'usages parallèles ou d'usages liés les uns aux autres ? recense-t-on d'autres usages du concept en lien avec le Maghreb colonial ou formulés dans la région après les indépendances ? quels sens étaient alors donnés au mot en fonction des contextes, quelle a été leur postérité et comment ont-ils évolué ?

Cet axe invite également à faire l'histoire plus contemporaine des débats au Maghreb ou entre intellectuel·les originaires du Maghreb autour du concept d'islamophobie depuis l'essor et l'internationalisation du concept à la fin des années 1990. Quels retentissements a eu, à cet égard, le rapport britannique du *Runnymede Trust*? Comment expliquer la place marginale qu'occupe aujourd'hui le concept dans la production scientifique au Maghreb? Quels travaux menés depuis des institutions académiques au Maghreb et mobilisant ce concept – que ce soit de manière centrale (Kabel, 2014) ou plus marginale (Mezrioui, 2020), en arabe ou dans d'autres langues – peut-on recenser? Et en dehors du champ académique? Par quels intermédiaires le concept circule-t-il? Qui le mobilise (et dans quels sens), qui le critique (et pourquoi) et qui lui préfère d'autres termes? Enfin, quelles traductions du concept en arabe (*rihāb al-'islām*, *fūbyā al-'islām*, *'islāmūfūbyā*, etc.) et quels débats autour de ses traductions?

Axe 2 / De l'islamophobie au Maghreb colonial et dans la métropole ?

Dans un deuxième axe, le colloque s'intéresse à l'histoire coloniale au prisme de l'islamophobie et/ou de la racialisation de l'islam afin d'enquêter sur la généalogie coloniale des idées et des politiques islamophobes contemporaines.

D'une part, il s'agit d'interroger les politiques coloniales françaises d'encadrement, de gestion et d'instrumentalisation de l'islam et, plus largement, des populations autochtones, en particulier en Algérie (1830-1962), en Tunisie (1881-1956), en Mauritanie (1903-1960) et au Maroc (1912-1956), au prisme du concept d'islamophobie ou de notions émiques (racisme anti-musulmans ou anti-arabes, arabophobie, etc.). Dans quelle mesure le concept d'islamophobie est-il pertinent pour étudier les politiques relatives à l'invention et à la construction du culte musulman en « Afrique française du Nord » et dans la métropole (Achi, 2005 ; Davidson, 2014 ; Saaidia, 2015) ? Ces politiques pourront être interrogées à partir de leur genèse, de leurs acteur-ices, de leur mise en œuvre, mais également de leurs usages : certaines communications pourront en particulier s'intéresser à la manière dont la

religion a été mobilisée comme outil de contrôle des populations. Cet axe s'intéresse également au traitement colonial des pratiques de conversion de musulman·es au christianisme, qui ont pu susciter suspicion et confusion de la part des autorités et être vues comme une « subversion de l'ordre colonial établi », témoignant d'une racialisation de la religion (Galonnier, 2017, p. 172; Willems, 2023).

D'autre part, dans une perspective d'histoire des idées, il s'agit d'interroger la fabrique coloniale de l'« archive antimusulmane », c'est-à-dire « le répertoire symbolique des représentations négatives de l'islam et des musulmans » (Hajjat et Mohammed, 2013) à la fin du XIXe siècle et dans la première moitié du XXe siècle. Les communications pourront notamment proposer une perspective d'histoire croisée des idées islamophobes et antisémites (Hafez, 2016). L'archive antimusulmane recoupe-t-elle ou emprunte-t-elle à l'archive antisémite ? Les textes ayant une tonalité antisémite présentent-ils également une tonalité islamophobe, et inversement ? Peut-on ainsi observer, depuis le Maghreb, une « zone d'intersection » entre la racialisation des juif-ives et celle des musulman-es (Zia-Ebrahimi, 2021) ? Plus largement, la production des représentations de l'islam sous la colonisation française au Maghreb pourra être interrogée à partir de l'étude de la pensée orientaliste (Saïd, 1978), de la pensée économique (Davis, 2022), de la pensée universitaire, politique et littéraire en métropole (Le Cour Grandmaison, 2019 ; Fadil, 2019), de la pensée ecclésiastique (et en particulier des autorités chrétiennes au Maghreb), de la pensée médicale, etc., et des stratégies dans lesquelles elles s'inscrivent. Une attention particulière sera portée à la manière dont ces pensées ont circulé entre la métropole et les protectorats/colonies.

Axe 3 / La coproduction postcoloniale des idées islamophobes entre le Maghreb et l'Europe

Le troisième axe du colloque a pour objet les circulations postcoloniales des idées islamophobes entre le Maghreb et l'Europe et les reprises et actualisations postcoloniales de l'« archive antimusulmane ». On s'intéresse ici aux conditions de persistance des représentations coloniales de l'islam et des musulman·es après les indépendances. Quelles idées ont perduré et à travers quels vecteurs, quelles pratiques et quel·les acteur·ices ? Quelles places les institutions publiques et les élites politico-administratives, religieuses et intellectuelles ont-elles tenu dans ce processus, des deux côtés de la Méditerranée ?

Cet axe interroge ainsi particulièrement le devenir et les éventuelles reconversions postindépendances de l'administration coloniale française et, plus largement, des élites coloniales de retour en métropole, et la mesure dans laquelle ces circulations ont contribué ou non à la diffusion et/ou au renforcement des cadres d'appréhension des personnes supposées musulmanes, en France et plus largement en Europe. Les contributions peuvent ici explorer tant la circulation de fonctionnaires et de bureaux administratifs que celle de missionnaires et d'écrits religieux ou celle d'intellectuel·les et de travaux universitaires.

Cet axe questionne par ailleurs les entrepreneur·es de la cause islamophobe au Maghreb (musulman·es ou non) et leurs contributions spécifiques à l'« islamophobie de plume » (Hajjat et Mohammed, 2013) en Europe. Les communications pourront explorer tout autant le rôle des élites maghrébines formées en Europe que celui des minorités religieuses ou athées au Maghreb et des expatrié·es européen·nes dans la fabrique, la reproduction et la circulation des idées islamophobes. Quelles sont leurs trajectoires spatiales et sociales ? leurs ancrages religieux ? leurs circulations ? leurs logiques ? leurs usages de la cause islamophobe ? Quels objectifs et/ou effets ont ces positionnements sur leur environnement d'appartenance (distinction de classe, rétribution financière et/ou symbolique, exclusion professionnelle, etc.) et sur la réception de leur personne et de leurs travaux

en Europe (surmédiatisation, rétributions diverses, division raciale du travail, expertise « de l'intérieur », etc.) ? Quels pourraient être les effets des injonctions multiples à la « respectabilité blanche » (Dazey, 2021) sur leur formation et leurs circulations dans ces milieux ? Comment et dans quels cadres peuvent se construire des co-productions des idées islamophobes entre des acteur-ices aux origines, aux trajectoires et aux intérêts divergent-es ?

Loin de limiter ces dynamiques de circulation à la seule identification d'entrepreneurs de la cause islamophobe, la réflexion portera également sur des mouvements se réclamant de la lutte pour l'émancipation. Les contributions étudiant la circulation et la réception des critiques féministes du rôle de la religion dans la reproduction du patriarcat ou des critiques laïcistes de la violence politique à référent islamique sont particulièrement bienvenues. De même, la place d'un certain libéralisme maghrébin dans la critique de formes de religiosité vues comme « populistes » est une piste à envisager. Sans apparenter de manière simpliste l'ensemble des critiques de l'islam au Maghreb à des discours islamophobes, il s'agit de comprendre comment ces critiques ont pu être réinterprétées ou instrumentalisées dans d'autres contextes. Il s'agit aussi de réfléchir aux conséquences biographiques de la violence liée à l'islam politique (révolutionnaire), ainsi qu'à l'instrumentalisation d'expériences maghrébines traumatiques par des acteur-ices de l'islamophobie européenne (à l'instar de la « décennie noire » en Algérie).

Axe 4 / Les effets de l'islamophobie contemporaine sur la circulation des personnes vers/depuis le Maghreb

Dans un quatrième axe, le colloque souhaite accueillir des communications interrogeant les effets des discours, des pratiques et des politiques islamophobes sur les trajectoires migratoires et les circulations internationales des populations du Maghreb, tout en restant attentives à l'hybridité des motivations au départ.

D'une part, dans le sillage de l'enquête sur la diaspora française musulmane (Esteves, Picard et Talpin, 2024), il s'agira de discuter l'hypothèse d'une corrélation et d'une causalité entre l'intensité de l'islamophobie dans un pays donné et l'intensité des départs depuis ce pays vers l'étranger. Les communications pourront s'intéresser aux mouvements migratoires de musulman-es depuis les pays du Nord global vers le Maghreb, aux mouvements internationaux Nord-Nord des personnes musulmanes originaires du Maghreb ou à des comparaisons de trajectoires migratoires de musulman-es incluant, d'une manière ou d'une autre, le Maghreb.

D'autre part, il s'agira d'interroger les effets possibles de l'islamophobie sur les trajectoires migratoires au départ du Maghreb. Dans quelle mesure le souci d'éviter ou de limiter les discriminations, les injures et les assignations identitaires est-il susceptible d'influencer le « choix » du pays de destination, voire de remettre en question un projet d'expatriation? Les destinations montantes d'émigration des ressortissant·es du Maghreb (comme le Canada) sont-elles appréhendées comme une échappatoire à l'islamophobie et, plus largement, au racisme? Inversement, des destinations anciennes d'émigration des ressortissant·es du Maghreb (comme les pays du Golfe) connaissent-elles, pour cette même raison, un intérêt renouvelé? Comment cell·eux qui restent vivre au Maghreb se représentent-iels les pays d'émigration de leurs compatriotes et membres de famille du point de vue de l'intensité de l'islamophobie qui y règne?

Les communications soumises au titre de cet axe veilleront particulièrement à articuler les rapports sociaux et notamment les rapports de nationalité, de race, de genre et de classe, en montrant les variations observables dans les expériences vécues en France et en Europe à l'égard de l'islamophobie et dans les points de vue sur la France et l'Europe des personnes vivant au Maghreb.

Axe 5 / (La lutte contre) L'islamophobie en Europe au prisme de l'immigration maghrébine postcoloniale

Ce cinquième axe pose la question de la spécificité ou non de l'islamophobie touchant les personnes issues de l'immigration maghrébine postcoloniale en contexte européen.

D'une part, l'islamophobie en Europe francophone est-elle construite spécifiquement à partir d'elles ? Qu'en est-il des personnes (supposées) musulmanes non issues de l'immigration maghrébine ? Leur sont-elles appliquées des formes d'islamophobie respectivement différentes et/ou d'intensités différentes ? Les « pédagogies de la colonialité » (Kebaïli et Lépinard, 2025), par exemple, s'exercent-elles indistinctement sur les sujets postcoloniaux et les autres ?

D'autre part, l'islamophobie en contextes européens non francophones, où les populations musulmanes ne sont pas nécessairement majoritairement issues de l'immigration maghrébine postcoloniale, présente-t-elle des caractéristiques, des applications ou des champs de déploiement différents ? L'islamophobie en contextes européens francophones présente-elle, par contraste, une forme de spécificité liée à son immigration maghrébine ?

Cet axe concerne donc tant des travaux qui étudieraient les spécificités des formes d'islamophobie qui touchent ou non les populations issues de l'immigration maghrébine en Europe que des travaux qui s'intéresseraient aux formes d'islamophobie vécues par d'autres populations, que leur trajectoire familiale soit ou non liée à l'émigration maghrébine. Les communicant es pourront intervenir soit à partir d'enquêtes originales (comparées ou non), soit à partir de relectures d'enquêtes passées sur l'islamophobie en Europe, en analysant l'importance des descendant es de l'immigration maghrébine dans ces travaux et leur éventuelle spécificité.

Par ailleurs, les contributeur-ices sont invité-es à réfléchir à la place des populations issu-es de l'immigration nord-africaine dans la lutte contre l'islamophobie en Europe. On peut notamment penser à la mobilisation d'acteur-ices d'ascendance maghrébine dans des organisations luttant nominalement contre l'islamophobie, telles que le Collectif contre l'islamophobie en France (CCIF) puis le Collectif contre l'islamophobie en Europe (CCIE) ou la Coordination contre le racisme et l'islamophobie (CRI), mais également au sein d'organisations à prétention plus universaliste (Geisser et Seniguer, 2022). Au-delà des positions organisationnelles occupées par ces acteur-ices, les contributions pourront porter sur leurs propriétés socio-démographiques, leurs socialisations, leurs trajectoires personnelles, familiales et militantes, leurs formes de politisation ou leurs répertoires d'action collective. Dans le même temps, une approche en termes d'histoire intellectuelle ou de théorie politique pourrait mettre en lumière les travaux publiés sur le racisme systémique par des intellectuel-les maghrébin-es (chercheur-es et/ou militant-es), leurs apports conceptuels et le rôle qu'iels occupent dans ces organisations. Enfin, les contributions pourront réfléchir au rôle pris par les États du Maghreb dans la visibilisation et la promotion des travaux sur l'islamophobie ou des initiatives de lutte contre l'islamophobie en Europe.

Axe 6 / De l'islamophobie au Maghreb ? Réflexions sur la transposabilité du concept aux sociétés à majorité musulmane

Ce dernier axe s'intéresse à la transposabilité au Maghreb des études sur l'islamophobie. Si certains travaux commencent à mobiliser le concept pour l'étude des sociétés à majorité musulmane, en parlant notamment d'« islamophobie paradoxale » et d'« islamophobie intériorisée » (Bayraklı et Hafez 2019), ils n'ont guère porté attention jusqu'ici à l'Afrique du Nord, en dehors de l'Égypte. Cet axe invite donc à explorer la pertinence de l'usage du concept pour penser certaines politiques publiques au Maghreb et pour étudier les sociétés de cette aire géographique.

En Europe francophone, l'islam est pensé autour du « problème musulman » depuis le début des années 1980 (Deltombe, 2005; Hajjat et Mohammed, 2013). D'abord construit comme un problème d'intégration, aujourd'hui comme un enjeu de sécurité, l'islam fait l'objet de politiques publiques, de pratiques professionnelles, de traitements médiatiques et discursifs, etc., qui sont autant d'objets d'étude possibles pour la recherche sur l'islamophobie. Qu'en est-il au Maghreb ? L'islam est-il construit en problème public de la même manière ? Suivant quelles logiques l'appréhension étatique du fait religieux a-t-elle évolué, depuis les efforts de construction d'un État-nation séculaire après la colonisation jusqu'aux formes de répression ou de cooptation de mouvements se revendiquant de l'islam politique dans les années 1990 et 2000 (Ben Salem, 2013; Dupuy-Lorvin, 2020; Hmimnat, 2020; Zederman, 2024)? Y constate-t-on également des formes de criminalisation du religieux, par exemple à travers l'interdiction du voile et la persécution de celles qui le portent (Ben Salem, 2010), ou à l'inverse la promotion de formes de religiosité présentées comme locales, plus acceptables ou plus rentables telles que le soufisme (Werenfels, 2014) ? Dans quelle mesure peut-on y observer des « politiques du soupçon » (d'Halluin-Mabillot, 2012 ; El Feki, 2023 ; Karimi, 2023) à l'égard de l'islam ? On sait que « la lutte contre le terrorisme » au Maghreb (Alzubairi, 2022) a été particulièrement dirigée contre des organisations locales se revendiquant de l'islam politique (Wolf, 2017; Arezki, 2019). Cette lutte a pu également servir de justification à la répression des opposant es politiques par les pouvoirs en place. Pour autant, c'est moins l'islam en tant que tel qui apparaît construit comme problème public au Maghreb que certaines formes religieuses échappant à la « nationalisation de l'islam » engagée par les dirigeants politiques (Webb, 2013). Quel·les sont les fonctions et les effets du « contrôle étatique sur les mosquées » (Donker, 2018) au Maghreb? Quelles relations ou circulations peut-on observer entre les formes que prend ce contrôle au Maghreb et en Europe ? Dans quelle mesure se construisent, à travers ces contrôles, des « bonnes manières » d'être musulman·es (Zederman, 2020; Dazey, 2024)? Les formes de répressions et de politisation de la religion au Maghreb s'insèrent-elles dans le phénomène de « l'islamophobie globale » discuté dans plusieurs publications récentes en anglais (Bakali et Hafez, 2022 ; Aziz et Esposito, 2024) ?

Ces questions pourront être explorées au travers d'études nationales, transnationales ou comparatives conduites au Maghreb sur les politiques de sécurité (« antiterrorisme », « radicalisation », « lutte contre l'islamisme », « maintien de l'ordre », etc.), les politiques religieuses, les politiques éducatives et familiales, etc., à partir de questionnements sur le contrôle des corps des femmes, les usages de la laïcité, les engagements politiques et militants en tant que musulman·es (que ce soit ou non au nom de la foi), etc.

Format attendu des réponses à l'appel à communication :

- Prénom et Nom de l'auteur·ice(s)
- Statut(s)
- Laboratoire(s), établissement(s) et pays de rattachement institutionnel
- Discipline(s) ou champ d'étude
- Adresse(s) électronique(s) de contact
- Titre de la proposition de communication
- Axe(s) dans le(s)quel(s) s'inscrit la proposition
- Résumé (3 000 signes max. espaces compris), précisant le matériau empirique et la méthodologie
- 4 à 6 mots-clés
- Principales références bibliographiques
- En deux langues, parmi l'anglais, l'arabe et le français
- Format Word ou équivalent (le titre du fichier devra suivre le format « CIT_Nom de l'auteur·ice »)
- Envoi à l'adresse conference-islamophobia-tunis@protonmail.com pour le 1er décembre au plus tard.

Bibliographie

Achi, Raberh (2005), « La laïcité à l'épreuve de la situation coloniale. Usages politiques croisés du principe de séparation des Églises et de l'État en Algérie coloniale. Le cas de l'islam (1907-1954) », Histoire de la justice, 16 (1), p. 163-176.

Allen, Chris (2006), "Islamophobia: Contested Concept in the Public Space", PhD dissertation, Department of Theology, University of Birmingham, Birmingham.

Alzubairi, Fatemah, 2019, *Colonialism, Neo-Colonialism, and Anti-Terrorism Law in the Arab World*, Cambridge, Cambridge University Press.

Arezki, Saphia (2019), « Les camps d'internement du sud en Algérie (1991-1995). Contextualisation et enjeux », L'Année du Maghreb, 20, p. 225-239.

Asal, Houda (2014), « Islamophobie : la fabrique d'un nouveau concept. État des lieux de la recherche », *Sociologie*, 5 (1), p. 13-29.

Aziz, Sahar F., et Esposito, John L. (dir.) (2024), *Global Islamophobia and the Rise of Populism*, Oxford, Oxford University Press.

Bakali, Naved, et Hafez, Farid (dir.) (2022), *The Rise of Global Islamophobia in the War on Terror: Coloniality, Race, and Islam, Manchester (UK), Manchester University Press.*

Bayraklı, Enes, et Hafez, Farid (dir.) (2019), *Islamophobia in Muslim Majority Societies*, London, Routledge. Ben Salem, Maryam (2010), « Le voile en Tunisie. De la réalisation de soi à la résistance passive », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 128, p. 61-77.

Ben Salem, Maryam (2013), « Le militantisme en contexte répressif : cas du mouvement islamiste tunisien Ennahda », thèse pour le doctorat de science politique, Paris 1.

Bernard, Augustin (1927), « Conférence de M. Augustin Bernard », in *L'islam et la politique contemporaine.* Conférences organisées par la Société des anciens élèves et élèves de l'Ecole libre des sciences politiques, Paris, Félix Alcan, p. 105-122.

Bravo López, Fernando (2010), "Towards a definition of Islamophobia: approximations of the early twentieth century", *Ethnic and Racial Studies*, 34 (4), p. 556-573.

Conway, Gordon (dir.) (1997), "Islamophobia. A Challenge for Us All", report of the Runnymede Trust, Commission on British Muslims and Islamophobia.

Davidson, Naomi (2014), Only Muslim: Embodying Islam in Twentieth Century France, Ithaca, Cornell University Press.

Davis, Muriam Haleh (2022), Markets of Civilization: Racial Capitalism and Islam in Algeria, Durham, Duke University Press.

Dazey, Margot (2021), "Rethinking respectability politics", British Journal of Sociology, 72 (3), p. 580-593.

Dazey, Margot (2024), *Respectable Muslims. Morals and manners of minority citizens in France*. Cambridge (UK), Cambridge University Press.

Deltombe, Thomas (2005), L'islam imaginaire. La construction médiatique de l'islamophobie en France, 1975-2005, Paris, La Découverte.

Dinet, Étienne, et Ben Ibrahim Sliman (1918), La vie de Mohammed, Prophète d'Allah, Paris, Piazza.

Dinet, Étienne, et Ben Ibrahim Sliman (1921), L'Orient vu de l'Occident, essai critique, Paris, Piazza.

Dinet, Étienne, et Ben Ibrahim Sliman (1930), *Le pèlerinage à la maison sacrée d'Allah*, Paris, Hachette. Djaït, Hichem (1978), *L'Europe et l'Islam*, Paris, Seuil.

Donker, Teije H. (2018), "The Sacred as Secular: State Control and Mosques Neutrality in Post-Revolutionary Tunisia", *Politics and Religion*, 12 (3), p. 501-523

Dupuy-Lorvin, Claire (2020), « Trajectoire d'un parti islamiste dans l'Algérie post-guerre civile. Le cas du Mouvement de la Société pour la Paix (MSP) », L'Année du Maghreb, 22 [En ligne].

El Feki, Iman (2023), « "Vous êtes musulmane et vous travaillez sur la radicalisation ? Il n'y a pas un problème ?" Quand la religiosité visible interroge la radicalisation », *Marronnages*, 2 (1), p. 53-72.

Esteves, Olivier, Picard, Alice, et Talpin, Julien (2024), *La France, tu l'aimes mais tu la quittes. Enquête sur la diaspora française musulmane*, Paris, Seuil.

Fadil, Nadia (2019), "The Anthropology of Islam in Europe. A double epistemological impasse", *Annual Review of Anthropology*, 48, p. 117-132.

Galonnier, Juliette (2017), Choosing Faith and Facing Race: Converting to Islam in France and the United States, thèse pour le doctorat de sociologie, Paris/Evanston, Sciences Po/Northwestern University.

Geisser, Vincent (2003), La nouvelle islamophobie, Paris, La Découverte.

Geisser, Vincent, et Seniguer, Haoues (2022), « L'islamophobie interroge les ressorts imaginaires, symboliques et matériels de notre construction nationale. Entretien avec Vincent Geisser conduit par Haoues Seniguer », Confluences Méditerranée, 121 (2), p. 125-137.

Hafez, Farid (2016), "Comparing Anti-Semitism and Islamophobia: The State of the Field", *Islamophobia Studies Journal*, III (2), p. 16-34.

Hajjat, Abdellali, et Mohammed, Marwan (2013), *Islamophobie. Comment les élites françaises fabriquent le "problème musulman"*, Paris, La Découverte.

Halluin-Mabillot, Estelle (d') (2012), Les Épreuves de l'asile. Associations et réfugiés face aux politiques du soupçon, Paris, EHESS.

Hmimnat, Salim (2020), « Les salafistes marocains et la reconfiguration politico-religieuse post-2011 : fluctuation entre (dé)politisation, radicalisation et intégration », *L'Année du Maghreb*, 22 [En ligne]. Kabel, Ahmed (2014), "The Islamophobic-Neoliberal-Educational Complex", *Islamophobia Studies Journal*, 2 (2), p. 58-75.

Karimi, Hanane (2023), Les femmes musulmanes ne sont-elles pas des femmes ?, Marseille, Hors d'atteinte. Kebaïli, Sélima, et Lépinard, Éleonore (2025), "Negotiating submission. Pedagogies of coloniality in the everyday of veiled Muslim women in France and Switzerland", Ethnic and Racial Studies, 48 (5), p. 1042-1063. Le Cour Grandmaison, Olivier (2019), "Ennemis mortels". Représentations de l'islam et politiques musulmanes en France à l'époque coloniale, Paris, La Découverte.

Mezrioui, Racha (2020), « Les sites satiriques : des contenus alternatifs entre contre-culture et communautarisme, le cas du blog DEBATunisie et du site LerPesse », in Enrique Klaus et Olivier Koch (dir.), Médias et recompositions politiques dans la Tunisie post-Ben Ali, Karthala/IRMC, p. 197-223. Saaidia, Oissila (2015), Algérie coloniale. Musulmans et chrétiens : le contrôle de l'État (1830-1914), Paris, CNRS.

Saïd, Edward (1978), Orientalism, New York, Pantheon Books.

Webb, Edward (2013), "The 'Church' of Bourguiba: Nationalizing Islam in Tunisia", Sociology of Islam, 1 (2), p. 17-40.

Werenfels, Isabelle (2014), "Beyond Authoritarian Upgrading: The Re-Emergence of Sufi Orders in Maghrebi Politics", *The Journal of North African Studies*, 19 (3), p. 275-295.

Willems, Marie-Claire (2023), *Musulman. Une assignation?*, Bordeaux, Éditions du Détour. Wolf, Anne, 2017, *Political Islam in Tunisia. The History of Ennahda*, Oxford, Oxford University Press. Zederman, Mathilde (2024), *Tunisian Politics in France. Long-Distance Activism since the 1980s*, Cambridge (UK), Cambridge University Press.

Zederman, Mathilde (2020), « La 'modération' entre injonction et réappropriation : reconfiguration du mouvement islamiste tunisien en France (1981-2011) », L'Année du Maghreb, 22 (1), p. 97-110. Zia-Ebrahimi, Reza (2021), Antisémitisme et islamophobie. Une histoire croisée, Paris, Amsterdam.